

www.fsu94.fsu.fr

Faisant malheureusement mentir l'adage « une fois n'est pas coutume », les élections présidentielles ont de nouveau montré qu'il existe un réel danger de voir arriver l'extrême droite au pouvoir. Cela dit, le second tour a montré aussi que le rejet de ces idées est encore bien réel. Le monde syndical s'est largement mobilisé pour relayer les consignes de barrage. Mais c'est au quotidien

qu'il nous faudra continuer à faire œuvre de conviction car nous ne devons, en aucune façon, minimiser la responsabilité de la politique gouvernementale dans la montée du vote d'extrême droite.

Aujourd'hui, enfin, la gauche se rassemble autour d'un projet politique commun, dans lequel on retrouve nombre de nos mandats syndicaux ; un projet de société qui s'appuie sur la justice sociale, la lutte contre les inégalités, la retraite à 60 ans et le développement des Services Public, la transition écologique, le respect de chaque individu, qui reconnaît la place et la contribution de chacun·e et notamment des femmes...

Dans ce contexte, les militantes de la FSU 94 sont plus que jamais mobilisées pour faire avancer nos mandats de transformation sociale et écologique à travers les luttes, l'aide individuelle et collective aux collègues et la formation comme lors du stage Sécu que nous organisons à la maison des syndicats le 2 juin prochain.

■ Cécile Quinson

Premier degré

Carte scolaire : le SNUIpp94 est là!

Les opérations de carte scolaire approchent, les IEN organisant les premières remontées d'effectifs en vue du CTSD d'ajustement (généralement courant juin).

Celui-ci s'annonce particulièrement dense, puisque pas moins de 109 mesures conditionnelles (68 fermetures et 41 ouvertures) sont en suspens et être traitées, dont devront certaines malheureusement renvoyées à un constat de rentrée. Tout cela annonce une nouvelle rentrée chaotique pour de nombreuses écoles, d'autant que depuis quelques années, la DSDEN procède parfois à des fermetures de classe la veille de la rentrée au mépris du travail de préparation des collègues et de l'organisation des écoles. D'autre part, il semble qu'après une baisse démographique importante sur le département liée à la crise sanitaire, certains secteurs enregistrent des remontées d'effectifs qui devraient se traduire par de nouvelles ouvertures ou des annulations de fermetures.

Comme l'ont montré les fortes mobilisations de parents d'élèves à Vitry et Villejuif, la situation du remplacement est toujours aussi catastrophique. Pour autant, la DASEN n'a prévu aucun poste de remplaçant e supplémentaire pour l'année prochaine. Rappelons qu'à l'heure actuelle 165 contractuel·les sont déployé·e·s sur le terrain, nous ne savons pas ce

qu'il en sera l'année prochaine! De toutes façons, aucune solution pérenne ne peut passer par le recours à des contractuel·le·s non formé·e·s.

La lutte acharnée des organisations syndicales, circonscription par circonscription, avec le soutien des parents d'élèves et de certain·e·s élu·e·s a permis de revenir sur une partie des fermetures d'UPE2A. 6 demi-postes ont été arrachés (l'équivalent de 3 ETP sur les 7 qui ont été fermés). Ils ont été pérennisés et seront accessibles à titre définitif en juin, ce qui constitue clairement un acquis de la lutte syndicale et un premier recul de la DASEN. Malheureusement, ce n'est pas suffisant, car les élèves allophones continuent d'arriver et des situations de tension porter Nous continuerons à revendications des équipes et le droit des élèves allophones qui a malheureusement été piétiné par les décisions de la DASEN cette année.

Les élu e s du SNUIpp-FSU 94 sont aux côtés des écoles pour suivre et appuyer les dossiers et les revendications collectives. L'enquête carte scolaire est disponible sur le site du SNUIpp-FSU 94.

■ Cyrille Micheletta

Le SNES-FSU 94, entre mobilisations et congrès!

Une fois de plus les moyens annoncés dans le Val-de-Marne sont en baisse à la prochaine rentrée, avec la suppression de plus d'un millier d'heures dans le secondaire. Malgré les alertes des représentantes de la FSU au sein des instances dans lesquelles ils et elles siègent (Comité Technique Académique, Comité Technique Spécial Départemental et Conseil Départemental de l'Education Nationale), les autorités de tutelle restent inflexibles dans leur objectif de réduction des moyens.

La colère gronde dans les collèges et lycées fortement impactés par ces baisses de moyens qui entraînent des suppressions de classes, de postes et des effectifs d'élèves qui explosent, notamment dans les collèges défavorisés qui bénéficiaient auparavant d'une certaine

bienveillance de l'administration à travers le statut de « catégorie (c'est-à-dire établissements fragiles autrefois classés REP et REP +).

Alors que les professeur·e·s ne sont toujours pas remplacé·e·s, que les heures perdues par les élèves se comptent par milliers, que le manque d'A.E.S.H. est criant, que les organisations syndicales et les fédérations de parents appellent à un plan d'urgence pour le Val-de-Marne, demandant à ce qu'enfin les moyens soient alloués en fonction des besoins et non l'inverse, et après la fermeture de 32 divisions annoncées par la DASEN lors du C.T.S.D. février, 44 postes seront congrès de Montpellier, 11 mai 2022 supprimés à la rentrée 2022 (33

postes vacants et 11 postes occupés). 10 postes de lettres modernes, 9 postes d'EPS, 5 postes de technologie, 5 postes de mathématiques, entre autres. Le tout pour un solde négatif de 4 postes soit un de plus qu'annoncé lors du C.T.A. de janvier tout en poursuivant les ouvertures de deux collèges.

Non content d'avoir, depuis cinq ans, précarisé les conditions de travail des agents et agentes et les conditions d'apprentissage des élèves, Emmanuel Macron vise désormais la fin du statut. Après l'imposition d'une seconde heure supplémentaire, après une réforme du baccalauréat anéantissant son aspect national, après la création de la plate-forme Parcoursup réduisant les choix d'orientation, après la suppression de quasiment 8000 postes, après la fin des commissions paritaires, après le muselage des conseils d'administration, voici qu'il souhaite désormais s'attaquer au CAPES, au recrutement et à l'équité de traitement. Ses belles promesses sociales et écologiques post premier tour ne doivent en aucun cas leurrer les collègues sur ses réelles

intentions et ces dernier·e·s doivent d'ors et déià se préparer à lutter pour leur droit et pour l'émancipation de leurs élèves. Comment prétendre faire mieux ou tout aussi bien en ayant moins? Comment croire qu'il est possible de proposer un enseignement de qualité quand les heures postes sont réduites au profit d'heures supplémentaires censées pallier les salaires misérables des enseignants, quand les moyens mis à disposition des élèves sont en baisse?

Au niveau local, la section 94 a accompagné les collègues dans leurs audiences à la DSDEN, et a organisé un stage dédié aux DHG afin de donner aux adhérentes des clés pour comprendre leur DHG et lutter lorsqu'elle est en baisse. De plus, afin de sensibiliser les collèques adhérent·e·s et

> adhérent·e·s à la question de l'irruption dans le domaine de l'éducation de méthodes ayant conduit aux catastrophes que l'on connaît dans l'hôpital public ou à France Télécom, le SNES-FSU 94 a organisé un stage intitulé « personnels de direction et néomanagement ». Les droits et les devoirs des enseignants et des personnels de direction y ont été rappelés, ainsi que les moyens de lutter contre ces méthodes susceptibles de diviser les équipes et de rendre le climat scolaire invivable.

Dans ce contexte de tension dans les établissements scolaires, le SNES-FSU 94 a tenu son congrès académique les 8, 11 et 12 avril. Ces trois iours de débats riches et constructifs ont débouché sur des

textes forts et des mandats revendicatifs qui seront

portés par la délégation de Créteil au congrès national de Montpellier qui se tient du 9 au 13 mai 2022. Face aux défis de demain dans le contexte de la réélection d'Emmanuel Macron, les mandats du SNES-FSU sont riches de combats à venir. Parmi ceux-ci on peut se féliciter des modifications statutaires afin d'assurer la parité dans notre organisation. On y retrouve aussi des mandats nouveaux à propos de l'inclusion des élèves en situation de handicap, de la lutte contre l'immixtion d'officines privées dans l'Éducation Nationale telles que Énergie jeune ou le Choix de l'École.

Ces mandats définissent les orientations du SNES-FSU Créteil jusqu'au prochain congrès académique en 2024. D'ici là, à nos luttes!

■ Camille Ferdinand et Arnaud Delpech



Arnaud Delpech, co-secrétaire du SNES-94 à la tribune du

Les retraité·e·s toujours mobilisé·e·s !

Comme l'ensemble des salariés, les retraité·e·s sont victimes de la politique antisociale et ultralibérale mise en œuvre par le Président Macron et ses différents gouvernement. Ils se mobilisent régulièrement sur trois questions qui sont essentielles pour eux : le pouvoir d'achat, la santé et les services publics. Ils étaient 25000 pour une manifestation nationale à Paris le 2 décembre 2021, et 24000 lors de 28 rassemblements régionaux le 24 mars dernier. Ils ont largement participé aux manifestations du 1 er mai.

L'annonce par le candidat Macron d'une augmentation de 4 % des pensions ne répond pas à la demande de rattrapage des sommes perdues durant le quinquennat et de l'inflation d'au moins 5 %.

Ils et elles n'ont pas l'intention d'attendre l'arme au pied cette hypothétique augmentation: avec le groupe d e s des (intersyndicale retraité·e·s) ils vont interpeller les candidatees élections législatives. Ils vont leur poser questions précises :

Question 1 : Êtes-vous favorable à un retour à

l'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen ?

Question 2: Étes-vous prêts à prendre des mesures pour un rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2014 et pour éviter que cette dégradation programmée se poursuive?

Question 3: Étes-vous favorable à l'annulation de la hausse de la CSG ? Étes-vous pour la mise en place d'une assurance maladie financée par les cotisations sociales ?

Question 4 : Quelles mesures envisagez-vous pour améliorer le système de santé hospitalier et le faire fonctionner de nouveau correctement (création de lits, embauches, etc.) ?

Question 5: Êtes-vous favorable à la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par l'assurance-maladie ? Quelles mesures préconisez-vous pour l'embauche et la formation de personnels qualifiés (Ehpad et services à domicile) en nombre suffisant ?

Question 6 : Êtes-vous favorable à la remise en place de services publics de proximité répondant aux besoins de nos concitoyens et plus particulièrement de ceux des retraitérers ?

Question 7: Étes-vous favorable à la création d'un ministère dédié aux retraité·e·s et personnes âgées?

Dans le Val de Marne, l'intersyndicale des

retraité·e·s va envoyer questionnaire différents candidate's des 11 circonscriptions (à l'exception de ceux du Rassemblement national et de Reconquête). Elle connaître retraité·e·s lα et presse leurs réponses avant le premier tour de scrutin. Les retraité·e·s pourront alors juger sur pièce et seront vigilants dans leur mise en œuvre par le gouvernement qui sera constitué à l'issue du



scrutin.

L'Intersyndicale du Val de Marne, audelà de la conduite de la bataille revendicative, se veut être aussi force de réflexion, elle prépare pour le 17 octobre prochain, une journée de débat autour de la question « Comment vieillir ? » dans toutes ses dimensions : économiques, sanitaires mais aussi de citoyenneté, de dignité et de respect par la société. Vaste débat qui concerne les retraité·e·s mais aussi toute la société.

■ Jean Amar